

## Revue de la presse finlandaise



Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Iltä-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Vendredi 16 février 2024

<a href="#">Politique étrangère et de sécurité</a>	2
<a href="#">La Finlande est prête à accueillir des activités de l'OTAN</a>	2
<a href="#">Déclarations du ministre Häkkinen à la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN</a>	2
<a href="#">Il existe une demande pour une politique de sécurité commune des pays nordiques</a>	3
<a href="#">Politique intérieure</a>	4
<a href="#">Annika Saarikko quittera la présidence du parti du Centre cet été</a>	4
<a href="#">Qui succédera à Saarikko ?</a>	4
<a href="#">Gouvernement</a>	4
<a href="#">Le gouvernement a discuté des nouveaux besoins d'économies - "Des décisions difficiles à prendre"</a>	5

## **Politique étrangère et de sécurité**

### **La Finlande est prête à accueillir des activités de l'OTAN**

Communiqué du Ministère de la Défense

Le ministre de la Défense Antti Häkkänen a exposé lors de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN les objectifs de la Finlande concernant son intégration à l'OTAN. Selon Häkkänen, la Finlande est prête à accueillir, entre autres, un sous-commandement des forces terrestres de l'OTAN et un quartier général des forces de présence avancées, ainsi qu'à soutenir les performances de l'alliance en matière de renseignement et de surveillance. La mission principale de l'OTAN est de mettre en œuvre la dissuasion et la défense. En raison de la détérioration de l'environnement de sécurité, de nombreux travaux sont en cours au sein de l'OTAN pour développer une défense commune. Le point de départ de la Finlande est la mise en œuvre la plus efficace des missions nucléaires de l'OTAN et le respect des exigences militaires correspondantes.

« Sur la base de ces points de départ, la Finlande est tout d'abord prête à accueillir un sous-commandement des forces terrestres de l'alliance, si cela est considéré comme militairement opportun au sein de l'OTAN. La Finlande dispose pour cela de solides capacités en matière de savoir-faire en matière de forces terrestres », a déclaré le ministre de la Défense Häkkänen.

« En plus de développer les structures de commandement de la région du Nord à un niveau suffisant, l'OTAN doit également avoir la capacité de réagir rapidement à une situation de sécurité tendue si nécessaire et de créer un seuil élevé pour qu'un Etat tiers tente d'exercer une pression militaire sur un pays de l'OTAN », a poursuivi Häkkänen.

La Finlande a reconnu la nécessité de créer une présence de l'OTAN sur son territoire qui, si nécessaire, permettrait l'arrivée et le commandement des troupes.

« Cela pourrait signifier un quartier général des forces de présence avancées de l'OTAN, mais aussi la formation des forces en fonction des besoins de la situation sécuritaire. Bien entendu, nous devons également examiner les besoins éventuels en termes d'infrastructures et de stockage », déclare le ministre de la Défense Häkkänen.

La zone de responsabilité de l'OTAN s'est élargie avec l'adhésion de la Finlande et, à l'avenir, de la Suède. La Finlande est située dans une zone stratégiquement importante et il est important que, outre des structures de commandement suffisantes, une préparation et un regroupement de forces, l'OTAN ait également une connaissance aussi bonne que possible de la situation en matière de sécurité et des mouvements militaires dans l'ensemble de l'Europe du Nord.

Il est essentiel que l'OTAN dispose également de performances suffisantes en matière de renseignement et de surveillance dans les régions du nord de l'alliance.

« Dans ce domaine également, la Finlande est prête à discuter avec l'OTAN de la manière dont elle peut soutenir l'alliance afin de se faire une idée suffisante de la situation dans les régions du nord », a déclaré le ministre de la Défense Häkkänen.

« Les éléments que j'ai mentionnés lors de la réunion des ministres de la Défense sont des objectifs présentés par la Finlande, dont nous discutons étroitement avec les représentants de l'OTAN et nos alliés. Notre approche de cette question est constructive et pragmatique, comme c'est la tradition en Finlande. Nous recherchons uniquement des solutions qui, à notre avis, apportent une véritable valeur ajoutée à la dissuasion et à la défense communes de l'OTAN et, par conséquent, également à la sécurité de la Finlande », conclut le ministre Häkkänen.

Vn

### **Déclarations du ministre Häkkänen à la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN**

A la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN, le ministre de la Défense Antti Häkkänen a présenté jeudi, les souhaits de la Finlande concernant l'OTAN.

La Finlande est prête, par exemple, à accueillir un sous-commandement pour les forces terrestres, si l'OTAN le juge approprié. En outre, la Finlande cherche à devenir le quartier

général des forces de présence avancées de l'OTAN.

En, revanche, Häkkinen a déclaré que la Finlande n'avait pas besoin de troupes permanentes de l'OTAN sur son sol.

Toutefois, il souhaite une structure de l'OTAN qui faciliterait l'arrivée et le commandement des troupes qui s'entraînent et combattent dans des situations de combat réelles.

"Cela pourrait signifier le déploiement d'un quartier général de force de type Présence avancée renforcée (eFP) en Finlande et des exercices permanents et continus pour les forces qui pourraient agir en tant que renforts pour nous, si la situation en matière de sécurité le nécessite et l'exige", a-t-il dit.

La planification se poursuivra en collaboration avec l'OTAN.

"Nous devons nous assurer que nous disposons de mécanismes permettant de garantir les plans de défense de l'Alliance dans toutes les situations et que la Finlande, en tant que pays membre de l'OTAN, ne puisse pas être soumise à des pressions militaires de pays tiers", a-t-il dit.

Les pays nordiques ont exprimé leur volonté de faire partie du commandement des opérations conjointes à Norfolk, aux États-Unis. Actuellement, la Finlande fait partie du poste de commandement de Brunssum, aux Pays-Bas.

Troisièmement, la Finlande a fait part à l'OTAN de ses points de vue sur les systèmes de renseignement et de surveillance. Selon Häkkinen, la Finlande a indiqué à l'OTAN qu'elle pouvait offrir son expertise et ses capacités dans ce domaine.

HS

## ***Il existe une demande pour une politique de sécurité commune des pays nordiques***

**Tribune de Risto E. J. Penttilä et Henri Vanhanen dans Helsingin Sanomat.**

Depuis des décennies, les pays nordiques constituent un groupe de référence naturel ces pays qui partagent les mêmes valeurs et le même modèle social. Cependant, la coopération nordique en matière de politique de sécurité et de défense n'a pas été très étroite en raison des différentes solutions des pays en matière d'appartenance ou non à des alliances militaires.

En raison de l'élargissement de l'OTAN et des évolutions internationales, une politique de sécurité commune nordique ambitieuse est désormais nécessaire. Il existe une opportunité historique pour cela.

L'Europe du Nord n'est plus la scène secondaire de la défense européenne mais sa ligne de front. À mesure que la menace russe s'accroît, la tâche commune des pays nordiques est de constituer, au sein de l'OTAN, une force de dissuasion militaire crédible et, au besoin, solidaire, en Europe du Nord. Le développement d'une ligne nordique plus étroite soutient plus largement la sécurité euro-atlantique.

Le principal cadre pour le développement de la défense commune des pays nordiques est l'OTAN, mais le projet de coopération en matière de défense Nordefco gagne également en importance. Au sein de Nordefco, des politiques communes peuvent être renforcées et développées, qui peuvent également être utilisées pour engager les États-Unis en faveur de la sécurité du Nord.

Les pays nordiques doivent également se préparer ensemble au retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis ou à un autre éventuel changement de pouvoir à la Maison Blanche. Il faut prouver que le soutien militaire à l'Europe du Nord continuera à être dans l'intérêt des États-Unis. Dans une situation de crise, les forces armées américaines et la dissuasion nucléaire jouent un rôle clé dans le soutien à l'Europe du Nord.

Dans tous les pays nordiques, la capacité des forces de défense est fortement liée à celle des États-Unis. Les accords DCA définissant la coopération bilatérale en matière de défense entre chaque pays nordique et les États-Unis rendent possible la coopération avec les États-Unis dans des situations de crise, indépendamment de l'OTAN.

La Finlande pourrait également proposer un renouvellement de l'accord d'Helsinki, initialement conclu en 1962, qui définit la coopération nordique. L'accord d'Helsinki définit le cadre de la coopération nordique, mais la coopération militaire, la sécurité d'approvisionnement et les projets d'infrastructures communs ne sont pas inclus dans son champ d'application.

Il convient également de se demander si les activités de la Banque nordique d'investissement devraient être entièrement orientées vers le financement de projets d'infrastructure nordiques communs. De cette manière, la sécurité d'approvisionnement et les investissements requis par la transition verte pourraient être favorisés.

Il faut de se préparer à d'éventuels changements à la tête des États-Unis en organisant une réunion au sommet entre les chefs d'État des États-Unis et des pays nordiques après la prochaine élection présidentielle américaine. Dans tous les cas, il serait important que les pays nordiques préparent ensemble leurs objectifs et lignes directrices à l'égard des États-Unis, communiquent de manière coordonnée sur leurs dépenses et capacités de défense et établissent une division claire du travail pour la défense de l'Europe du Nord. Les pays nordiques pourraient ainsi exprimer qu'ils sont responsables de leur propre sécurité.

Les tensions entre Pékin et Washington accroissent les attentes des États-Unis à l'égard de leurs alliés. La Chine cherche également à renforcer son implantation économique en Europe du Nord, et les États-Unis espèrent freiner son influence. Les pays nordiques ont actuellement des accents différents dans leur politique envers la Chine, c'est pourquoi il serait opportun de discuter d'une politique commune à cet égard.

Les ressources américaines sont limitées et il n'est pas évident d'attirer l'attention de

Washington. Ensemble, les pays nordiques doivent se préparer aux futurs changements – y compris au possible retour de Trump – en recherchant des thèmes qui unissent les pays nordiques et constituent des perspectives de coopération attractives pour les États-Unis, tant en matière de politique économique que de sécurité et de technologie.

Le message commun des pays nordiques doit être clair : en s'engageant aux côtés des pays nordiques, les États-Unis sont assurés en retour de disposer d'alliés fiables et d'une stabilité dans cette région de l'Europe. Une préparation commune des pays nordiques permettrait au mieux de garantir une telle impression aux États-Unis.

Risto E. J. Penttilä est le directeur du Nordic West Office et Henri Vanhanen est un expert en politique étrangère et de sécurité.

HS

## **Politique intérieure**

### **Annika Saarikko quittera la présidence du parti du Centre cet été**

Annika Saarikko, présidente du parti du Centre, ne se présente pas à la présidence du parti en juin. Elle a annoncé sa décision lors d'une conférence de presse jeudi matin.

Selon Saarikko, le moment de l'annonce est également influencé par sa propre situation familiale. Toutefois, selon elle, ce n'est pas sa grossesse qui l'a fait décider.

Saarikko n'a pas commenté le choix de son successeur, mais elle a déclaré qu'elle soutiendrait "la personne que le congrès du parti choisira pour ce poste".

HS

### **Qui succédera à Saarikko ?**

Aucun des députés du parti du Centre ne s'est immédiatement inscrit pour la course à la présidence, mais un grand nombre des principaux noms du parti envisagent une candidature, comme le député et ancien ministre Antti Kaikkonen, le président du groupe parlementaire et ancien ministre Antti Kurvinen et les vice-présidents du parti Markus Lohi, Hilikka Kemppe et Petri Honkonen, tous députés. Les députés Eeva Kalli et Mikko Savola sont également évoqués par les commentateurs.

Mika Lintilä, député et ancien ministre, refuse de se présenter à la présidence. Lintilä a annoncé à la fin de l'année 2023 qu'il se présenterait aux élections européennes de juin prochain.

Le député Pekka Aittakumpu a également déclaré qu'il n'entrerait pas dans la course.

HS

## **Gouvernement**

### **Le gouvernement a discuté des nouveaux besoins d'économies - "Des décisions difficiles à prendre"**

Les règles de l'UE imposent à la Finlande de réaliser d'importantes économies supplémentaires dès l'année prochaine. Le gouvernement s'est réuni jeudi matin pour discuter de la nécessité des besoins d'économies.

Selon le premier ministre Petteri Orpo, tous les membres du gouvernement devraient maintenant être sur la même longueur d'onde quant à la gravité de la situation.

Le débat, initié par la ministre des finances Riikka Purra, avait pour but d'amener l'ensemble du gouvernement à prendre conscience de l'ampleur des nouvelles décisions d'austérité auxquelles le gouvernement est confronté.

Selon les ministres qui ont participé à la réunion de jeudi, aucune nouvelle information n'a été communiquée. « Nous n'avons pas reçu de listes de coupes budgétaires, nous avons simplement fait le point sur la situation en général », a déclaré la ministre des affaires sociales et de la santé, Kaisa Juuso (Vrais Finlandais).

Le ministère des finances a estimé que le gouvernement devrait décider de 3 milliards d'euros de nouvelles réductions et hausses d'impôts pour l'année prochaine. C'est le seul moyen pour la Finlande d'éviter la procédure de déficit excessif de l'UE

La semaine dernière, Orpo a déclaré que les économies nécessaires pour l'année prochaine ne s'élèveraient qu'à un milliard et demi. Les différences de chiffres s'expliquent par le fait que le ministère des finances prend également en compte le programme d'investissement du gouvernement et d'éventuels budgets supplémentaires dans son propre calcul.

La présidente du parti suédois et la ministre de l'éducation, Anna-Maja Henriksson, rappelle que les chiffres définitifs ne seront pas disponibles avant le mois de mars, lorsque le ministère des finances publiera ses prévisions économiques pour la Finlande.

La semaine dernière, les partis au gouvernement ont commencé à chercher des cibles pour les réductions budgétaires et les hausses d'impôts au sein d'un groupe de travail dirigé par Matias Martinen, président du groupe parlementaire du parti de la coalition nationale. Les décisions devraient être prises lors des négociations sur le cadre budgétaire pluriannuel en avril.

HS

